



Direction départementale
des territoires de l'Ain
23 rue Bourgmayer CS 90410
01012 BOURG EN BRESSE CEDEX

*Service Prospective
Urbanisme Risques*

Plan de prévention des risques

***Inondations et mouvements de
terrains***

Modification n°1

Commune de MONTLUEL

Règlement

VU pour rester annexé à notre
arrêté de ce jour,

Bourg-en-Bresse, le: **20 JAN. 2014**



signé TOUVET Laurent

Prescrit le : 23/09/2013

Approuvé le : 20 JAN, 2014

Sommaire

1.Dispositions applicables en zone ROUGE.....4

1.1.Zones exposées aux inondations par les crues de la Sereine (Ri).....4	4
1.1.1. Interdictions.....4	4
1.1.2. Obligations.....4	4
1.1.3. Aménagements admis.....4	4
1.1.3.1. Construction, reconstruction de bâtiments et aménagements.....4	4
1.1.3.2. Actions sur le bâti existant.....5	5
1.1.4. Prescriptions applicables aux constructions et aménagements admis à l'article 1.1.3.....5	5
1.1.4.1. Règles d'urbanisme et de construction.....5	5
1.1.4.2. Règles d'exploitation et d'utilisation.....6	6
1.1.5. Recommandations applicables aux actions sur les biens et les activités existants.....6	6
1.1.6. Recommandation d'ordre général.....6	6
1.2.Zones exposées aux inondations par les crues torrentielles (Rt).....7	7
1.2.1. Interdictions.....7	7
1.2.2. Obligations.....7	7
1.2.3. Aménagements admis.....7	7
1.2.3.1. Construction, reconstruction de bâtiments et aménagements.....7	7
1.2.3.2. Actions sur le bâti existant.....8	8
1.2.4. Prescriptions applicables aux constructions et aménagements admis à l'article 1.2.3.....8	8
1.2.4.1. Règles d'urbanisme et de construction.....8	8
1.2.4.2. Règles d'exploitation et d'utilisation.....9	9
1.2.5. Recommandations applicables aux actions sur les biens et les activités existants.....9	9
1.2.6. Recommandation d'ordre général.....9	9
1.3.Zones exposées aux inondations par les crues de la Sereine et par les crues torrentielles (Rt-i).....10	10
1.4.Zones exposées aux mouvements de terrains (Rg).....10	10
1.4.1. Interdictions.....10	10
1.4.2. Aménagements admis.....10	10
1.4.2.1. Construction, reconstruction de bâtiments et aménagements.....10	10
1.4.2.2. Actions sur le bâti existant.....10	10
1.4.3. Recommandations sur les biens et activités existants11	11

2.Dispositions applicables en zone Bleue.....12

2.1.Zones exposées aux inondations par les crues de la Sereine (Bi).....12	12
2.1.1. Interdictions.....12	12
2.1.2. Obligations.....12	12
2.1.3. Aménagements admis.....12	12
2.1.3.1. Constructions, reconstruction de bâtiments et aménagements.....12	12
2.1.3.2. Actions sur le bâti existant.....13	13
2.1.4. Prescriptions applicables aux constructions et aménagements admis à l'article 2.1.3.1. 13	13
2.1.4.1. Règles d'urbanisme et de construction.....13	13
2.1.4.2. Règles d'exploitation et d'utilisation.....14	14
2.1.5. Recommandations applicables aux actions sur les biens et les activités existants.....15	15
2.1.6. Recommandation d'ordre général.....15	15
2.2.Zones exposées aux inondations par les crues torrentielles (Bt).....16	16
2.2.1. Interdictions.....16	16
2.2.2. Obligations.....16	16
2.2.3. Aménagements admis.....16	16
2.2.3.1. Construction, reconstruction de bâtiments et aménagements.....16	16
2.2.3.2. Actions sur le bâti existant.....17	17
2.2.4. Prescriptions applicables aux constructions et aménagements admis à l' article 2.2.3.1 17	17
2.2.4.1. Règles d'urbanisme et de construction.....17	17
2.2.4.2. Règles d'exploitation et d'utilisation.....18	18
2.2.5. Recommandations applicables aux actions sur les biens et les activités existants.....18	18

2.2.6.Recommandations d'ordre général.....	18
2.3.Zones exposées aux inondations par les crues de la Sereine et par les crues torrentielles (Bt-i).....	19
2.4.Zones exposées aux mouvements de terrains (Bg).....	19
2.4.1.Interdictions.....	19
2.4.2.Aménagements admis.....	19
2.4.3.Prescriptions.....	19
2.4.4.Recommandations sur les biens et activités existants.....	19
2.5.Zones exposées aux mouvements de terrain et aux inondations par les crues torrentielles (Bt-g).....	20
<u>3.Dispositions applicables en zone dite “de précaution”.....</u>	<u>21</u>
3.1.Recommandations pour le plateau agricole.....	21
3.1.1.Actions sur les pratiques agricoles.....	21
3.1.2.Actions sur les pratiques urbaines.....	21
3.2.Recommandations pour les versants de la Côtière.....	22
3.2.1.Actions sur les pratiques agricoles.....	22
3.2.2.Actions sur les pratiques urbaines.....	22
3.3. Recommandations pour les zones humides de plaine.....	22
<u>4.Dispositions applicables sur l'ensemble du territoire communal.....</u>	<u>23</u>
4.1.Recommandation.....	23
4.2.Mesures de prévention, de protection et de sauvegarde.....	23
4.2.1.Information du citoyen et culture du risque.....	23
4.2.2.Plan communal de sauvegarde (PCS).....	23

1. Dispositions applicables en zone ROUGE

1.1. Zones exposées aux inondations par les crues de la Sereine (Ri)

Le zonage ROUGE Ri concerne les zones inondables par les crues de la SEREINE qu'il convient de conserver comme telles pour les raisons suivantes :

- elles sont exposées à des aléas forts en raison de l'intensité des paramètres physiques (hauteur d'eau, vitesse du courant, fréquence de retour important) et pour lesquels, quels que soient les aménagements, la sécurité des personnes ne peut être garantie ;
- elles constituent des champs d'expansion des crues utiles à la régulation de ces dernières au bénéfice des zones urbanisées en aval ;
- elles sont exposées à des aléas moyens ou faibles mais leur suppression (remblaiement, ouvrages de protection etc.) ou leur urbanisation reviendraient par effet cumulatif à aggraver les risques à l'amont ou à l'aval et notamment dans les zones urbanisées déjà fortement exposées.

1.1.1. Interdictions

Sont interdits tous les travaux, aménagements et constructions non admis à l'article 1.1.3, notamment toute opération de remblai ou de dépôt.

1.1.2. Obligations

Les propriétaires riverains de la Sereine ont obligation :

- d'entretenir le lit, les talus et les berges du dit cours d'eau (conformément à l'article 114 du Code Rural) ;
- d'évacuer hors du lit et des berges du cours d'eau les végétaux coupés ;
- de réparer toute atteinte par le cours d'eau sur les berges. Une vérification et une réparation de la berge devront être effectuées dans un délai d'un mois après chaque crue.

1.1.3. Aménagements admis

Sous réserve du respect des dispositions définies aux articles 1.1.4 et 1.1.5 et à condition de ne pas aggraver les risques et leurs effets, sont admis :

1.1.3.1. Construction, reconstruction de bâtiments et aménagements

- les aménagements ou utilisation du sol ne générant ni remblai, ni construction (exemples : cultures annuelles, chemins de randonnées/pistes cyclables, infrastructures de transport strictement transparentes à la crue centennale, citernes enterrées, etc.) ;
- les travaux d'entretien ou de reconstruction des digues existantes (également celles le long des lits mineurs) à la date de la date d'approbation du présent plan ;
- les travaux et aménagements destinés à réduire les risques à l'échelle du bassin versant, à l'exception des nouvelles digues le long des lits mineurs ;
- les ouvrages, aménagements et travaux hydrauliques légalement autorisés ;
- les reconstructions après destruction totale ou partielle d'un bâtiment par un phénomène non lié directement ou indirectement à une crue ;
- les travaux d'infrastructures, les équipements de service public ou d'intérêt général (transformateur EDF, pylônes, boîte PTT, toilettes publiques, mobilier urbain, voirie, réseaux, station d'épuration, etc.) et les installations ou constructions strictement indispensables à leur gestion ;
- les aménagements de terrains de plein air, de sports et de loisirs, les espaces verts et les installations ou constructions strictement indispensables à leur gestion ;
- les équipements collectifs de loisirs liés à l'eau, à condition qu'ils n'apportent pas de gêne à la libre circulation des eaux (pas de digue ou de remblai par exemple) ;

- les plans d'eau sous réserve que les déblais produits soient évacués en dehors de toute zone Ri ou Rt et que l'aménagement ne nécessite aucun remblai ;

1.1.3.2. Actions sur le bâti existant

- les travaux d'entretien et de gestion courants des biens et activités (aménagements internes, traitements de façades, réfections de toitures, etc.) implantés antérieurement à la publication du présent plan, à condition que ceux-ci n'augmentent pas le nombre des personnes exposées (augmentation de la capacité d'accueil ou changement d'affectation des locaux), excepté lors du développement futur de la famille (naissance par exemple) ;
- l'extension non renouvelable plus d'une fois par unité foncière des constructions d'habitation existantes à la date de publication du présent plan, sous réserve que l'extension projetée soit à usage technique, sanitaire ou de loisirs (garage, buanderie) dans une limite de 20m² ;
- l'extension des constructions industrielles (excepté les installations classées) ou commerciales existantes à la date de publication du présent plan ;
- l'extension des bâtiments publics existants à la date de publication du présent plan comprenant notamment les équipements administratifs, culturels, sportifs, sociaux et scolaires, sous réserve :
 - qu'il n'y ait pas de création de logement ou de structure d'hébergement supplémentaire,
 - que soient organisées des possibilités d'évacuation des populations accueillies pour se mettre à l'abri dans les étages ou hors des zones inondées ;
- les reconstructions ainsi que les remblais strictement nécessaires à la mise hors d'eau et à l'accès de ces reconstructions, à l'exclusion des reconstructions de biens détruits par des crues, sous réserve qu'il n'y ait pas d'extension de l'emprise au sol ;
- les réparations effectuées sur un bâtiment sinistré (quelqu'en soit l'origine) ;
- les travaux strictement nécessaires à la mise en sécurité des établissements recevant du public (ERP) ;
- les installations ou constructions strictement nécessaires à la gestion des terrains de camping et de caravanage, implantés à la date de publication du plan, sous réserve que les dispositions du décret du 13 juillet 1994 concernant la sécurité dans les terrains de campings contre les inondations soient strictement appliquées (limitation des jours d'ouverture, évacuation du terrain hors zone inondable en cas de crue, etc.) ;

1.1.4. Prescriptions applicables aux constructions et aménagements admis à l'article 1.1.3

Dans la mesure où cela est techniquement possible, toutes les dispositions sont prises dès la conception des constructions ou aménagements pour limiter leur impact sur le libre écoulement des eaux **d'une crue centennale**, limiter la vulnérabilité des biens matériels et assurer la sécurité des personnes face à cette même crue.

1.1.4.1. Règles d'urbanisme et de construction

- Toutes les mesures nécessaires sont prises pour limiter l'impact sur le libre écoulement des eaux de crues de tout nouvel ouvrage ou aménagement.
- Toutes les mesures nécessaires sont prises pour que tout nouvel ouvrage ou aménagement résiste à la pression liée aux forts écoulements et soit le moins possible vulnérable à la submersion.
- Toute construction ou tout aménagement admis à l'article 1.1.3.1 est distant de 10 mètres par apport à la berge non maçonnés du cours d'eau.
- Dans les bâtiments d'exploitation, les locaux à phytosanitaires sont hors d'eau.
- Les réseaux techniques (eau, gaz, électricité) sont équipés d'un dispositif de mise hors service de leurs parties inondables ou sont installés hors d'eau, de manière à assurer la continuité du service en période d'inondation.
- Les matériels électriques, électroniques, électromécaniques et appareils de chauffage sont placés hors d'eau (pas dans les sous-sols et à une hauteur suffisante en rez-de-chaussée, de manière à autoriser le fonctionnement des installations en période d'inondation.

- Des matériaux insensibles à l'eau ou traités avec des produits hydrofuges ou non corrodables sont utilisés pour toute partie de construction inondable.
- Les citernes enterrées sont étanches, lestées ou fixées au sol et protégées contre les affouillements. Les citernes extérieures sont étanches, fixées au sol support et équipées de murets de protection pour les protéger contre les affouillements.
- Les constructions sont sans sous-sol, de manière à en éviter l'inondation.
- Les ouvertures inondables (portes de garages, portes d'entrées, etc.) sont équipées de dispositifs d'étanchéité d'une hauteur minimum de 50 cm (par exemple des batardeaux) afin d'éviter les entrées d'eau.
- Le mobilier urbain, les mobiliers d'extérieur et le matériel d'accompagnement des espaces verts ne pouvant être rangés rapidement sont transparents vis-à-vis des écoulements et, le cas échéant, ancrés au sol ou lestés de manière à ne pas être emportés par les eaux.
- Lors de la mise en place ou de l'adaptation des transformateurs, armoires de répartition, etc., ces équipements sont mis hors d'atteinte par les eaux d'une crue centennale (pas dans les sous-sols et à une hauteur suffisante en rez-de-chaussée).
- Lors de leur construction ou de leur réfection les chaussées en zones inondables sont dans la mesure où cela est techniquement possible et économiquement viable, conçues et réalisées avec des matériaux peu ou pas sensibles à l'eau. Elles sont équipées d'ouvrages permettant la transparence (ouvrage de décharge, etc.) face aux écoulements et protégées contre les érosions.
- Les réseaux d'assainissement sont étanches, protégés contre les affouillements et adaptés pour éviter l'aggravation des risques d'inondation des zones urbanisées par refoulement à partir des cours d'eau ou des zones inondées (clapet anti-retour sur les exutoires, dispositifs anti-refoulement sur le réseau).

1.1.4.2. Règles d'exploitation et d'utilisation

- Toute nouvelle construction ne fait l'objet d'aucune occupation humaine permanente.
- Les plantations d'arbres à haute tige sont espacées d'au moins six mètres et les arbres sont régulièrement élagués. Les produits de coupe et d'élagage sont évacués, broyés sur place ou détruits au fur et à mesure de l'exploitation.
- Le stockage de tout produit dangereux, toxique, polluant ou sensible à l'eau est réalisé dans un récipient étanche, lesté ou arrimé afin qu'il ne soit pas emporté par la crue centennale.
- Le stockage de tout produit flottant est organisé afin de ne pas être emporté par la crue centennale et d'éviter toute formation d'obstacle ou de gêne à l'écoulement des eaux.
- Le stationnement des caravanes habitées hors terrains de campings ou aires de stationnement des gens du voyage ainsi que le stationnement nocturne des camping-cars est interdit.
- Les cheptels doivent pouvoir être évacués rapidement sur des terrains non submersibles.

1.1.5. Recommandations applicables aux actions sur les biens et les activités existants

Aucune prescription n'est obligatoire pour le bâti existant. Il est néanmoins recommandé de respecter les règles fixées précédemment par l'article 1.1.4, ainsi que les dispositions qui suivent.

- Il est souhaitable que les constructions, avec sous-sol, existantes à la date de publication du présent plan soient pourvues d'une pompe de relèvement.
- Il serait souhaitable que les ouvertures (portes, etc.) des constructions existantes à la date de publication du présent plan, soient munies d'un batardeau de 50 cm minimum.

1.1.6. Recommandation d'ordre général

Il est fortement recommandé que l'entretien du cours d'eau soit réalisé collectivement (afin de préserver la logique amont/aval) par l'intermédiaire d'un regroupement privé (association syndicale pouvant répondre aux obligations des propriétaires riverains, qu'ils ont en matière de gestion des cours d'eau, rappelées à l'article 1.1.2) ou public (communes, communauté de communes).

1.2. Zones exposées aux inondations par les crues torrentielles (Rt)

Le zonage ROUGE **Rt** concerne les zones inondables par les crues torrentielles qu'il convient de conserver comme telles pour les raisons suivantes :

- elles sont exposées à des aléas forts en raison de l'intensité des paramètres physiques (hauteur d'eau, vitesse du courant, charriage important) et pour lesquels, quels que soient les aménagements, la sécurité des personnes ne peut être garantie ;
- elles constituent des axes d'écoulement préférentiels des crues au sein du lit et du cône de déjection du torrent ;
- elles sont exposées à des aléas moyens ou faibles mais leur urbanisation reviendrait à aggraver les risques sur la zone même, à l'amont ou à l'aval et notamment dans les zones déjà fortement exposées ;
- elles correspondent à une marge de recul de 10 mètres de part et d'autre des berges non maçonnées des torrents, les mesures de stabilisation des berges, d'endiguement, d'écrêtement des débits, ne semblant pas économiquement opportunes, à la date de publication du plan, pour y permettre l'implantation de nouvelles constructions.

1.2.1. Interdictions

Sont interdits tous les travaux, aménagements et constructions non admis à l'article 1.2.3, notamment :

- les constructions nouvelles ;
- les terrains aménagés pour l'accueil des campeurs et/ou le stationnement de caravanes et de camping-cars habités ;
- les constructions légères de loisirs ;
- les reconstructions après destruction totale ou partielle d'un bâtiment causée directement ou indirectement par une crue ;
- l'extension des bâtiments d'habitation ;
- les remblais et les dépôts de matières solides ;
- les décharges d'ordures ménagères ou de déchets industriels ;
- le busage du torrent et les ouvrages de franchissement sans dimensionnement par une étude hydraulique.

1.2.2. Obligations

Les propriétaires riverains d'un torrent ont obligation :

- d'entretenir le lit, les talus et les berges du torrent (conformément à l'article 114 du code rural) ;
- d'évacuer hors du lit et des berges du torrent les végétaux coupés ;
- de réparer toute atteinte par le torrent sur les berges. Une vérification et une réparation de la berge sont effectuées dans un délai d'un mois après chaque crue.

1.2.3. Aménagements admis

Sous réserve du respect des dispositions définies aux articles 1.3.4 et 1.3.5 et à condition de ne pas aggraver les risques et leurs effets, sont admis:

1.2.3.1. Construction, reconstruction de bâtiments et aménagements

- les aménagements ou utilisation du sol ne générant ni remblai, ni construction (exemples : cultures annuelles, chemins de randonnées/pistes cyclables, etc.) ;
- les travaux et aménagement destinés à réduire les risques à l'échelle du bassin versant, à l'exception de nouvelles digues le long des lits mineurs ;
- les ouvrages, aménagements et travaux hydrauliques légalement autorisés ;
- les reconstructions après destruction totale ou partielle d'un bâtiment par un phénomène non lié directement ou indirectement à une crue, ainsi que les remblais strictement nécessaires à la mise hors d'eau et à l'accès de ces constructions, sous réserve que l'emprise au sol ne soit pas plus importante ;

- les travaux d'infrastructures, les équipements de service public ou d'intérêt général (transformateur EDF, réseaux, voirie, station d'épuration, cimetière, etc.) ainsi que les constructions ou installations strictement indispensables à leur gestion.
- les clôtures sous réserve que l'unité foncière soit à vocation agricole.

1.2.3.2. Actions sur le bâti existant

- les travaux d'entretien et de gestion courants des constructions et installations (aménagements internes, traitements de façades, réfections de toitures, etc.) implantées antérieurement à la publication du présent plan, à condition que ceux-ci n'augmentent pas le nombre des personnes exposées (augmentation de la capacité d'accueil ou changement d'affectation des locaux) excepté lors du développement futur de la famille (naissance par exemple) ;
- les réparations effectuées sur un bâtiment sinistré (quelque en soit l'origine) ;
- les travaux strictement nécessaires à la mise en sécurité des établissements recevant du public (ERP) ;
- les travaux strictement nécessaires à la mise en sécurité des bâtiments d'habitation.

1.2.4. Prescriptions applicables aux constructions et aménagements admis à l'article 1.2.3

Dans la mesure où cela est techniquement possible, toutes les dispositions sont prises dès la conception des constructions ou aménagements pour limiter leur impact sur le libre écoulement des eaux d'une crue générée par un événement pluviométrique de 100 mm/h, limiter la vulnérabilité des biens matériels et assurer la sécurité des personnes face aux mêmes crues.

1.2.4.1. Règles d'urbanisme et de construction

- Toutes les mesures nécessaires sont prises pour limiter l'impact sur le libre écoulement des eaux de crues de tout nouvel ouvrage ou aménagement.
- Toutes les mesures nécessaires sont prises pour que tout nouvel ouvrage ou aménagement résiste à la pression liée aux forts écoulements et aux transports de matériaux (charriage) induits par une crue torrentielle générée par un événement pluviométrique de 100 mm/h et soit le moins possible vulnérable à la submersion.
- Toute nouvelle construction préserve une marge de recul de 10 mètres par rapport à la berge non maçonnée du torrent (remarque : une berge enrochée n'est pas une berge maçonnée).
- Dans les bâtiments d'exploitation les locaux phytosanitaires sont hors d'eau.
- Les réseaux techniques (eau, gaz, électricité) sont équipés d'un dispositif de mise hors service de leurs parties inondables ou sont installés hors d'eau (pour une crue générée par un événement pluviométrique de 100 mm/h), de manière à assurer la continuité du service en période d'inondation.
- Les matériels électriques, électroniques, électromécaniques et appareils de chauffage sont placés hors d'eau (pas dans les sous-sols et à une hauteur suffisante en rez-de-chaussée), de manière à autoriser le fonctionnement des installations en période d'inondation.
- Des matériaux insensibles à l'eau ou traités avec des produits hydrofuges ou non corrodables sont utilisés pour toute partie de construction inondable.
- Les citernes enterrées sont étanches, lestées ou fixées au sol et protégées contre les affouillements. Les citernes extérieures sont étanches, fixées au sol support et équipées de murets de protection pour les protéger des affouillements.
- Les constructions sont sans sous-sol, de manière à en éviter l'inondation.
- Les ouvertures inondables (portes de garages, portes d'entrées, etc.) sont équipées de dispositif d'étanchéité (par exemple des batardeaux) afin d'éviter les entrées d'eau.
- Le mobilier urbain, le mobilier d'extérieur et le matériel d'accompagnement des espaces verts ne pouvant être rangés rapidement sont transparents vis-à-vis des écoulements et, le cas échéant, ancrés au sol ou lestés de manière à ne pas être emportés par les eaux d'une crue générée par un événement pluviométrique de 100 mm/h.
- Lors de la mise en place ou de l'adaptation des transformateurs, armoires de répartition, etc., ces

équipements sont mis hors d'atteinte par les eaux d'une crue générée par un événement pluviométrique de 100 mm/h.

- Lors de leur construction ou de leur réfection, les chaussées en zones inondables sont dans la mesure où cela est techniquement possible et économiquement viable, conçues et réalisées pour résister à l'érosion occasionnée par les eaux de crue et matériaux transportés (limons, graviers, végétaux, etc.). Les matériaux de revêtement peu ou pas sensibles à l'eau sont notamment privilégiés.
- Les réseaux d'assainissement sont étanches, protégés contre les affouillements et adaptés pour éviter l'aggravation des risques d'inondation des zones urbanisées par refoulement à partir des cours d'eau ou des zones inondées (clapet anti-retour sur les exutoires, dispositifs anti-refoulement sur le réseau).
- Les clôtures sont constituées de quatre fils superposés au maximum avec des poteaux espacés d'au moins trois mètres.

1.2.4.2. Règles d'exploitation et d'utilisation

- Toute nouvelle construction ne fait l'objet d'aucune occupation humaine permanente.
- Les plantations d'arbres à haute tige sont espacés d'au moins six mètres et les arbres sont régulièrement élagués. Les produits de coupe et d'élagage sont évacués, broyés sur place ou détruits au fur et à mesure de l'exploitation.
- Le stockage de tout produit dangereux, toxique, polluant ou sensible à l'eau est réalisé dans un récipient étanche, lesté ou arrimé et suffisamment résistant afin qu'il ne soit pas emporté par une crue générée par un événement pluviométrique de 100 mm/h et/ou endommagé par l'impact des matériaux transportés (charriage).
- Le stockage de tout produit flottant est organisé afin de ne pas être emporté par une crue générée par un événement pluviométrique de 100 mm/h et d'éviter toute formation d'obstacle ou de gêne à l'écoulement des eaux.
- Le stationnement des caravanes habitées hors terrains de campings ou aires de stationnement des gens du voyage ainsi que le stationnement nocturne des camping-cars est interdit.
- Les cheptels doivent pouvoir être évacués rapidement sur des terrains non submersibles.

1.2.5. Recommandations applicables aux actions sur les biens et les activités existants.

Aucune prescription n'est obligatoire pour le bâti existant. Il est néanmoins recommandé de respecter les règles fixées précédemment par l'article 1.1.4, ainsi que les dispositions qui suivent.

- Il est souhaitable que les constructions, avec sous-sol, existantes à la date de publication du présent plan soient pourvues d'une pompe de relèvement.
- Il serait souhaitable que les ouvertures (portes, etc.) des constructions existantes à la date de publication du présent plan, soient munies d'un batardeau de 50 cm minimum.

1.2.6. Recommandation d'ordre général

- Il est fortement recommandé que **l'entretien des torrents soit réalisé collectivement** (afin de préserver la logique amont/aval) par l'intermédiaire d'un regroupement privé (association syndicale pouvant répondre aux obligations des propriétaires riverains qu'ils ont en matière de gestion des cours d'eau ou public (communes, communauté de communes).

1.3. Zones exposées aux inondations par les crues de la Sereine et par les crues torrentielles (Rt-i)

Le zonage ROUGE **Rt-i** concerne la zone inondable à la fois par les crues de la Sereine et par les crues torrentielles. Il est soumis à la fois aux **règles définies pour les zones Ri et Rt** (respectivement section 1.1 et 1.2 du présent chapitre).

1.4. Zones exposées aux mouvements de terrains (Rg)

Le zonage ROUGE **Rg** concerne les zones exposées aux mouvements ou glissements de terrains sur la côtère, zones qu'il convient de conserver comme telles pour les raisons suivantes :

- elles sont exposées à des aléas mouvements de terrains très forts en raison de l'intensité des paramètres physiques (conjonction degré de pente/nature des sols, existence de passages d'eau comme les sources, les résurgences) et pour lesquels, en l'état actuel de la connaissance du site, il est difficile d'affirmer qu'il existe des mesures de protection et de prévention économiquement opportunes pour y permettre l'implantation de nouvelles constructions ;
- elles sont boisées et exposées à des aléas mouvements de terrain moyens ou faibles mais leur déboisement et/ou leur urbanisation reviendraient par effet cumulatif à aggraver les risques sur ces zones et/ou sur les zones déjà urbanisées en pied de versant ;
- elles constituent autant de possibilités de rétention (infiltration) et de diminution du temps de concentration des eaux de ruissellement pluvial lors d'épisodes pluviométriques longs et/ou intenses à l'origine des crues torrentielles affectant des zones urbaines.

1.4.1. Interdictions

Sont interdites les coupes de bois à blanc, à l'exception de celles concernant les robiniers. Il conviendra de limiter uniquement l'exploitation des bois par temps sec et hors période de dégel.

Sont interdits, tous les travaux, constructions, installations de quelque nature que ce soit et notamment l'épandage superficiel des eaux usées et la réalisation de puits perdus, à l'exception de ceux visés à l'article 1.4.2.

1.4.2. Aménagements admis

1.4.2.1. Construction, reconstruction de bâtiments et aménagements

- les travaux ou ouvrages destinés à limiter l'intensité ou à réduire les conséquences du phénomène de glissement de terrain (drainage, consolidation d'un bâtiment existant, etc.) ;
- les travaux d'infrastructure nécessaires au fonctionnement des services publics, sous réserve que le maître d'ouvrage prenne des dispositions appropriées aux risques, en assurant notamment la stabilité des terrains ;
- les travaux de canalisation des eaux pluviales, usées, de drainage, sous réserve de dispositions assurant la stabilité provisoire des tranchées, de précautions vis-à-vis des venues d'eau et que les canalisations soient souples, étanches et ancrées dans le sol.

1.4.2.2. Actions sur le bâti existant

- les travaux d'entretien et de gestion courants des constructions et installations existantes à la publication du présent plan (aménagements internes, traitements de façades, réfections de toitures, etc.) à condition de ne pas augmenter les volumes bâtis et le nombre des personnes exposées (augmentation de la capacité d'accueil ou changement d'affectation des locaux), excepté lors du développement futur de la famille (naissance par exemple) ;
- les travaux ou constructions directement liées à l'exploitation agricole, les abris légers ne faisant pas l'objet de terrassement, sous réserve qu'ils n'aggravent pas le risque et qu'ils n'induisent pas une occupation humaine permanente ;
- les réparations effectuées sur un bâtiment sinistré, à condition de ne pas augmenter les volumes bâtis et le nombre des personnes exposées, ainsi que les démolitions, sous réserve que la

construction à démolir ne fasse pas souteènement, et que le déroulement des travaux ne provoque pas de perturbations (surcharges dues à des dépôts de gravats, modifications de l'écoulement des eaux, etc.) ;

1.4.3. Recommandations sur les biens et activités existants

- Afin d'améliorer la sécurité en retardant au maximum l'apparition des déformations sur le bâti et les infrastructures, une étude pourra être réalisée permettant de connaître les phénomènes et définissant des mesures constructives et architecturales à mettre en œuvre.
- Il est souhaitable qu'une étude de mise en place et de gestion des réseaux d'eaux pluviales, usées, de drainage soit réalisée par le propriétaire (lors de la réalisation ou de travaux sur ces mêmes réseaux).
- Conserver les bois et les haies existants.
- Implanter de nouvelles haies perpendiculairement à la pente.
- Reboiser certaines parcelles, notamment les plus pentues.
- Favoriser le maintien ou la création de couvertures de sols fermées comme les prairies ou la mise en jachère.
- Créer des bandes enherbées sur les pourtours des parcelles, notamment :
 - pour celles longeant des axes routiers de desserte importante (routes départementales ou équivalentes) afin d'y limiter les possibles coulées de boues à la fois dangereuses pour le trafic et coûteuses à nettoyer ;
 - pour celles en pied de pente.
- Travailler le sol perpendiculairement ou obliquement à la pente.

2. Dispositions applicables en zone Bleue

2.1. Zones exposées aux inondations par les crues de la Sereine (Bi)

Le zonage BLEU **Bi** concerne les zones déjà en partie équipées, aménagées ou urbanisées, moyennement ou faiblement inondables par les crues de la SEREINE.

L'implantation de nouvelles activités humaines et la mise en sécurité de celles existantes imposent la mise en œuvre de mesures de prévention, de protection et de sauvegarde.

2.1.1. Interdictions

Sont interdits :

- l'installation de terrains aménagés pour l'accueil des campeurs et/ou le stationnement de caravanes et camping-cars habités ;
- tous les travaux, aménagements et constructions non admis à l'article suivant, notamment toute opération de remblai ou de dépôt.

2.1.2. Obligations

Les propriétaires riverains de la Sereine ont obligation, conformément à l'article 114 du code rural :

- d'entretenir le lit, les talus et les berges du dit cours d'eau ;
- d'évacuer hors du lit et des berges du cours d'eau les végétaux coupés ;
- de réparer toute atteinte par le cours d'eau sur les berges. Une vérification et une réparation de la berge doivent être effectuées dans un délai d'un mois après chaque crue.

2.1.3. Aménagements admis

Sous réserve du respect des dispositions définies aux articles 2.1.4 et 2.1.5, afin d'assurer la sécurité des occupants et de réduire la vulnérabilité des biens face aux crues de la Sereine, sont admis :

2.1.3.1. Constructions, reconstruction de bâtiments et aménagements

- les aménagements ou utilisation du sol ne générant ni remblai, ni construction (exemples : cultures annuelles, chemins de randonnées/pistes cyclables, infrastructures de transport strictement transparentes à la crue centennale, citernes enterrées, etc.) ;
- les travaux et aménagements destinés à réduire les risques à l'échelle du bassin versant, à l'exception de nouvelles digues le long des lits mineurs ;
- les travaux d'entretien ou de reconstruction des digues existantes (également celles le long des lits mineurs) à la publication du présent plan ;
- les ouvrages, aménagements et travaux hydrauliques légalement autorisés ;
- les constructions et installations directement liées à l'exploitation agricole (y compris les installations classées) ou forestière ;
- les travaux d'infrastructures, les équipements de service public ou d'intérêt général (transformateur E.D.F., pylônes, boîte P.T.T., toilettes publiques, mobilier urbains, voirie, réseaux, station d'épuration, etc.) et les installations ou constructions strictement indispensables à leur gestion ;
- les aménagements de terrains de plein air, de sport et de loisirs, les espaces verts et les installations ou constructions strictement indispensables à leur gestion ;
- les reconstructions ou constructions nouvelles, ainsi que les remblais strictement nécessaires à leur mise hors d'eau et à l'accès de ces constructions ;
- les parkings publics en sous-sol ;
- les parkings en sous-sol pour les bâtiments d'habitat collectif ou à vocation industrielle ou tertiaire et pour les établissements publics ou privés recevant du public ;

- les bâtiments à vocation industrielle ou commerciale ;
- les bâtiments publics ;
- la création d'aires de stationnement des gens du voyage et les installations ou constructions strictement nécessaires à leur gestion ;
- la création de terrains de campings, de caravanage et les installations ou constructions strictement nécessaires à leur gestion. Les dispositions du décret du 13 juillet 1994 concernant la sécurité des campings contre les inondations y sont appliquées (limitation des jours d'ouvertures, évacuation du terrain hors zone inondable possible en cas de crue etc.) ;
- les carrières et le stockage de matériaux à condition que l'emprise des stocks soit inférieure à 50 % de la surface du terrain et que les cordons de découvertes soient implantés en fonction de l'écoulement de l'eau ;
- les piscines et bassins, sous réserve qu'ils ne produisent pas de remblais ;
- les abris de jardin ;
- les clôtures.

2.1.3.2. Actions sur le bâti existant

- les réparations effectuées sur un bâtiment sinistré (quelque en soit l'origine) ;
- les travaux strictement nécessaires à la mise en sécurité des constructions recevant du public (ERP), par exemple établissements d'accueil des jeunes enfants ou des personnes à mobilité réduite ;
- les travaux d'entretien et de gestion courants des constructions et aménagements (aménagement internes, traitements de façades, réfections de toitures, etc.) ;
- tout aménagement ou extension de constructions existantes, ainsi que les remblais strictement nécessaires à la mise hors d'eau et à l'accès de ces aménagements ou extensions ;
- l'extension des constructions industrielles (y compris les installations classées) ou commerciales existantes à la date de publication du présent plan ;
- l'extension des bâtiments publics existants à la date de publication du présent plan comprenant notamment les équipements administratifs, culturels, sportifs, sociaux et scolaires sous réserve que soient organisées des possibilités d'évacuation des populations accueillies pour se mettre à l'abri dans les étages ou hors des zones inondées.

2.1.4. Prescriptions applicables aux constructions et aménagements admis à l'article 2.1.3.1

Dans la mesure où cela est techniquement possible, toutes les dispositions sont prises dès la conception des constructions ou aménagements pour limiter leur impact sur le libre écoulement des eaux **d'une crue centennale**, limiter la vulnérabilité des biens matériels et assurer la sécurité des personnes face à cette même crue.

2.1.4.1. Règles d'urbanisme et de construction

- Toutes les mesures nécessaires sont prises pour que tout nouvel ouvrage résiste à la pression liée aux écoulements.
- Toute construction nouvelle ou tout aménagement est distant de 10 mètres par rapport à la berge non maçonnée du cours d'eau.
- Tout nouvel aménagement est, dans la mesure où cela est techniquement possible, mis hors d'eau pour une crue centennale. La cote plancher est (si cela est techniquement possible) surélevée de 50 cm par rapport à la voirie de desserte au droit du dit aménagement.
- Les réseaux techniques (eau, gaz, électricité) sont équipés d'un dispositif de mise hors service de leurs parties inondables ou sont installés hors d'eau, de manière à assurer la continuité du service en période d'inondation.
- Les matériels électriques, électroniques, électromécaniques et appareils de chauffage sont placés hors d'eau (pas dans les sous-sols et à une hauteur suffisante en rez-de-chaussée) de manière à autoriser le fonctionnement des installations en période d'inondation.

- Des matériaux insensibles à l'eau ou traités avec des produits hydrofuges ou non corrodables sont utilisés pour toute partie de construction inondable.
- Les citernes enterrées sont étanches, lestées ou fixées au sol et protégées contre les affouillements. Les citernes extérieures sont étanches, fixées au sol support et équipées de murets de protection pour les protéger contre les affouillements.
- Le mobilier urbain, le mobilier d'extérieur et le matériel d'accompagnement des espaces verts ne pouvant être rangés rapidement sont transparents vis-à-vis des écoulements et, le cas échéant, ancrés au sol ou lestés de manière à ne pas être emportés par les eaux.
- Lors de la mise en place ou de l'adaptation des transformateurs, armoires de répartition, etc., ces équipements sont mis hors d'atteinte par les eaux (pas dans les sous-sols et à une hauteur suffisante en rez-de-chaussée) d'une crue centennale.
- Dans la mesure du possible, les chaussées situées en zones inondables sont conçues et réalisées avec des matériaux peu ou pas sensibles à l'eau.
- Les réseaux d'assainissement sont adaptés pour éviter l'aggravation des risques d'inondation des zones urbanisées par refoulement à partir des cours d'eau ou des zones inondées (clapet anti-retour sur les exutoires, dispositifs anti-refoulement sur le réseau).
- Les clôtures sont sans mur-bahut et ne font pas obstacle à l'écoulement ou à l'expansion des crues. Sur les parcelles agricoles, les clôtures sont constituées de quatre fils superposés au maximum avec des poteaux espacés d'au moins trois mètres.
- Les ouvertures inondables (portes de garages, portes d'entrées, etc.) sont équipées de dispositif d'étanchéité d'une hauteur de 50 cm (par exemple des batardeaux) afin d'éviter les entrées d'eau.
- Les nouvelles constructions individuelles sont sans sous-sol, de manière à en éviter l'inondation.
- Les parkings souterrains se conforment aux prescriptions suivantes :
 - la position de leur entrée est adaptée au sens des écoulements d'eau potentiels,
 - la cote plancher de l'entrée est surélevée au minimum de 50 cm par rapport à la voirie si cela est techniquement possible. En cas d'impossibilité technique de mettre en place cette mesure, l'entrée du sous-sol est munie d'un batardeau étanche remis en place en permanence après passage des véhicules,
 - des pompes d'épuisement des eaux d'un débit suffisant sont mises en place en complément à ces obturations,
 - les éventuelles ouvertures (fenêtres, aérations) sont situées au minimum 50 cm plus haut que la voirie.

2.1.4.2. Règles d'exploitation et d'utilisation

- Les plantations d'arbres à haute tige sont espacées d'au moins six mètres et les arbres sont régulièrement élagués. Les produits de coupe et d'élagage sont évacués, broyés sur place ou détruits, au fur et à mesure de l'exploitation.
- Le stockage de tout produit dangereux, toxique, polluant ou sensible à l'eau est réalisé dans un récipient étanche, lesté ou arrimé afin qu'il ne soit pas emporté par la crue centennale.
- Le stockage de tout produit flottant est organisé afin qu'il ne soit pas emporté par la crue centennale ou une crue moins importante, pour éviter toute formation d'obstacle ou de gêne à l'écoulement des eaux.
- Le stationnement des caravanes habitées hors terrains de campings ou aires de stationnement des gens du voyage ainsi que le stationnement nocturne des camping-cars est interdit.
- Les abris de jardin sont lestés ou arrimés pour ne pas être emportés en cas de crue. Ils ne sont pas utilisés pour stocker du matériel et des produits sensibles à l'eau.
- Les cheptels doivent pouvoir être évacués rapidement sur des terrains non submersibles.

2.1.5. Recommandations applicables aux actions sur les biens et les activités existants

Aucune prescription n'est obligatoire pour le bâti existant. Il est néanmoins recommandé de respecter les règles fixées précédemment par l'article 2.1.4, ainsi que les dispositions qui suivent.

- Il est souhaitable que les constructions, avec sous-sol, existantes à la date de publication du présent plan soient pourvues d'une pompe de relèvement.
- Il serait souhaitable que les ouvertures (portes, etc.) des constructions existantes à la date de publication du présent plan, soient munies d'un batardeau de 50 cm minimum.

2.1.6. Recommandation d'ordre général

Il est fortement recommandé que l'entretien du cours d'eau soit réalisé collectivement (afin de préserver la logique amont/aval) par l'intermédiaire d'un regroupement privé (association syndicale pouvant répondre aux obligations des propriétaires riverains, qu'ils ont en matière de gestion des cours d'eau ou public (communes, communauté de communes).

2.2. Zones exposées aux inondations par les crues torrentielles (Bt)

Le zonage BLEU **Bt** correspond aux zones déjà en partie équipées, aménagées ou urbanisées, moyennement ou faiblement inondables par les crues torrentielles.

L'implantation de nouvelles activités humaines et la mise en sécurité de celles existantes imposent la mise en œuvre de mesures de prévention, de protection et de sauvegarde.

2.2.1. Interdictions

Sont interdits :

- l'installation de terrains aménagés pour l'accueil des campeurs et/ou le stationnement de caravanes et camping-cars habités ;
- tous travaux, aménagements et constructions non admis à l'article 2.2.3, et notamment :
 - les remblais et les dépôts de matières solides ;
 - les décharges d'ordures ménagères ou de déchets industriels ;
 - le busage du torrent et les ouvrages de franchissement sans dimensionnement par une étude hydraulique.

2.2.2. Obligations

Les propriétaires riverains d'un torrent ont obligation, conformément à l'article 114 du Code Rural :

- d'entretenir le lit, les talus et les berges du dit torrent ;
- d'évacuer hors du lit et des berges du torrent les végétaux coupés ;
- de réparer toute atteinte par le torrent sur les berges. Une vérification et une réparation de la berge devront être effectuées dans un délai d'un mois après chaque crue.

2.2.3. Aménagements admis

Sous réserve du respect des dispositions définies aux articles 2.2.4 et 2.2.5, afin d'assurer la sécurité des occupants et de réduire la vulnérabilité des biens face aux crues torrentielles, sont admis :

2.2.3.1. Construction, reconstruction de bâtiments et aménagements

- les aménagements ou utilisation du sol ne générant ni remblai, ni construction (exemples : cultures annuelles, chemins de randonnées/pistes cyclables etc.) ;
- les travaux et aménagements destinés à réduire les risques à l'échelle du bassin versant, à l'exception de nouvelles digues le long des lits mineurs ;
- les travaux d'entretien ou de reconstruction des digues existantes à la publication du présent plan ;
- les ouvrages, aménagements et travaux hydrauliques légalement autorisés ;
- les reconstructions ou constructions nouvelles, ainsi que les remblais strictement nécessaires à leur mise hors d'eau et à l'accès de ces constructions ;
- les constructions et installations directement liées à l'exploitation agricole ou forestière, sous réserve qu'elles ne fassent pas l'objet d'une occupation humaine permanente et que le cheptel puisse être évacué très rapidement ;
- les travaux d'infrastructures, les équipements de service public ou d'intérêt général (transformateur EDF, pylônes, boîte PTT, toilettes publiques, mobilier urbains, voirie, réseaux, station d'épuration, etc.) et les installations ou constructions strictement indispensables à leur gestion ;
- les aménagements de terrains de plein air, de sport et de loisirs, les espaces verts et les installations ou constructions strictement indispensables à leur gestion ;
- la création d'aires de stationnement des gens du voyage et les installations ou constructions strictement nécessaires à leur gestion ;

- les piscines et bassins, sous réserve qu'ils ne produisent pas de remblais ;
- les abris de jardin ;
- les clôtures.

2.2.3.2. Actions sur le bâti existant

- les travaux d'entretien et de gestion courants des constructions et installations (aménagement internes, traitements de façades, réfections de toitures, etc.) ;
- les réparations effectuées sur un bâtiment sinistré (quelque en soit l'origine) ;
- les travaux strictement nécessaires à la mise en sécurité et/ou en conformité des établissements recevant du public (ERP).
- les travaux strictement nécessaires à la mise en sécurité et/ou en conformité des bâtiments d'habitation.
- tout aménagement ou extension de constructions existantes, ainsi que les remblais strictement nécessaires à la mise hors d'eau et à l'accès de ces aménagements ou extensions ;
- l'extension des constructions industrielles (y compris les installations classées) ou commerciales existantes à la date de publication du présent plan ;
- l'extension des bâtiments publics existant à la date de publication du présent plan comprenant notamment les équipements administratifs, culturels, sportifs, sociaux et scolaires sous réserve que :
 - il n'y ait pas de création de logement ou de structure d'hébergement supplémentaires,
 - soient organisées des possibilités d'évacuation des populations accueillies pour se mettre à l'abri dans les étages ou hors des zones inondées.

2.2.4. Prescriptions applicables aux constructions et aménagements admis à l'article 2.2.3.1

Dans la mesure où cela est techniquement possible, toutes les dispositions sont prises dès la conception des constructions ou aménagements pour limiter leur impact sur le libre écoulement des eaux d'une crue générée par un événement pluviométrique de 100 mm/h, limiter la vulnérabilité des biens matériels et assurer la sécurité des personnes face aux mêmes crues.

2.2.4.1. Règles d'urbanisme et de construction

- Toutes les mesures nécessaires sont prises pour limiter l'impact sur le libre écoulement des eaux de crues de tout nouvel ouvrage ou aménagement.
- Toutes les mesures nécessaires sont prises pour que tout nouvel ouvrage ou aménagement résiste à la pression liée aux forts écoulements et aux transports de matériaux (charriage) induit par les crues torrentielles et soit le moins possible vulnérable à la submersion.
- Tout nouvel aménagement ou construction est, dans la mesure où cela est techniquement possible, mis hors d'eau pour une crue générée par un événement pluviométrique de 100 mm/h.
- Toute nouvelle construction préserve une marge de recul de 10 mètres par rapport à la berge non maçonnée du torrent (*remarque : une berge enrochée n'est pas une berge maçonnée*).
- Les réseaux techniques (eau, gaz, électricité) sont équipés d'un dispositif de mise hors service de leurs parties inondables ou sont installés hors d'eau, de manière à assurer la continuité du service en période d'inondation.
- Les matériels électriques, électroniques, électromécaniques et appareils de chauffage sont placés hors d'eau (pas dans les sous-sols et à une hauteur suffisante en rez-de-chaussée) de manière à autoriser le fonctionnement des installations en période d'inondation.
- Des matériaux insensibles à l'eau ou traités avec des produits hydrofuges ou non corrodables sont utilisés pour toute partie de construction inondable.
- Les citernes enterrées sont étanches, lestées ou fixées au sol et protégées des affouillements. Les citernes extérieures sont étanches, fixées au sol support et équipées de murets de protection pour les protéger des affouillements.

- Les constructions sont sans sous-sol, de manière à en éviter l'inondation.
- Les ouvertures inondables (portes de garages, portes d'entrées, etc.) sont équipées de dispositif d'étanchéité (par exemple des batardeaux) afin d'éviter les entrées d'eau.
- Le mobilier urbain, le mobilier d'extérieur et le matériel d'accompagnement des espaces verts ne pouvant être rangés rapidement sont transparents vis-à-vis des écoulements, et le cas échéant ancrés au sol ou lestés de manière à ne pas être emportés par les eaux.
- Lors de la mise en place ou de l'adaptation des transformateurs, armoires de répartition, etc. ces équipements sont mis hors d'atteinte par les eaux d'une crue (pas dans les sous-sols et à une hauteur suffisante en rez-de-chaussée) générée par un événement pluviométrique de 100 mm/h.
- Lors de leur construction ou de leur réfection les chaussées en zones inondables sont dans la mesure où cela est techniquement possible et économiquement viable, conçues et réalisées pour résister à l'érosion occasionnée par les eaux de crue et matériaux transportés (limons, graviers, végétaux, etc.). Les matériaux de revêtement peu ou pas sensibles à l'eau sont notamment privilégiés.
- Les réseaux d'assainissement sont protégés contre les affouillements et adaptés pour éviter l'aggravation des risques d'inondation des zones urbanisées par refoulement à partir des cours d'eau ou des zones inondées (clapet anti-retour sur les exutoires, dispositifs anti-refoulement sur le réseau).
- Les clôtures sont sans mur-bahut et ne font pas obstacle à l'écoulement ou à l'expansion des crues. Sur les parcelles agricoles, les clôtures sont constituées de quatre fils superposés au maximum avec des poteaux espacés d'au moins trois mètres.

2.2.4.2. Règles d'exploitation et d'utilisation

- Les plantations d'arbres à haute tige sont espacés d'au moins six mètres et les arbres sont régulièrement élagués. Les produits de coupe et d'élagage sont évacués, broyés sur place ou détruits, au fur et à mesure de l'exploitation.
- Le stockage de tout produit dangereux, toxique, polluant ou sensible à l'eau est réalisé dans un récipient étanche, lesté ou arrimé et suffisamment résistant afin qu'il ne soit pas emporté par les eaux de crue et/ou endommagé par l'impact des matériaux transportés (charriage).
- Le stockage de tout produit flottant est organisé afin qu'il ne soit pas emporté par les eaux de crue, pour éviter toute formation d'obstacle ou de gêne à l'écoulement des eaux.
- Le stationnement des caravanes habitées hors terrains de campings ou aires de stationnement des gens du voyage ainsi que le stationnement nocturne des camping-cars est interdit.
- Les abris de jardin sont lestés ou arrimés pour ne pas être emportés en cas de crue. Ils ne sont pas utilisés pour stocker du matériel et des produits sensibles à l'eau.
- Les cheptels doivent pouvoir être évacués rapidement sur des terrains non submersibles.

2.2.5. Recommandations applicables aux actions sur les biens et les activités existants.

Aucune prescription n'est obligatoire pour le bâti existant. Il est néanmoins recommandé de respecter les règles fixées précédemment par l'article 2.2.4, ainsi que les recommandations qui suivent :

- Il est souhaitable que les constructions, avec sous-sol, existantes à la date de publication du présent plan soient pourvues d'une pompe de relèvement.
- Il serait souhaitable que les ouvertures (portes, etc.) des constructions existantes à la date de publication du présent plan, soient munies d'un batardeau de 50 cm minimum.

2.2.6. Recommandations d'ordre général

Il est fortement recommandé que l'entretien des torrents soit réalisé collectivement (afin de préserver la logique amont/aval) par l'intermédiaire d'un regroupement privé (association syndicale pouvant répondre aux obligations des propriétaires riverains qu'ils ont en matière de gestion des cours d'eau, rappelées ou public (communes, communauté de communes).

2.3. Zones exposées aux inondations par les crues de la Sereine et par les crues torrentielles (Bt-i)

Le zonage Bleu **Bt-i** concerne la zone inondable à la fois par les crues de la Sereine et par les crues torrentielles. Il est soumis à la fois aux règles définies pour les zones Bi et Bt (respectivement section 2.1 et 2.2 du présent chapitre).

2.4. Zones exposées aux mouvements de terrains (Bg)

Le zonage BLEU **Bg** concerne les zones déjà en partie équipées, aménagées ou urbanisées moyennement ou faiblement soumises aux mouvements de terrains. Des instabilités peuvent apparaître notamment lorsque certaines règles de construction ne sont pas suivies.

L'implantation de nouvelles activités humaines et la mise en sécurité de celles existantes imposent la mise en œuvre de mesures de prévention, de protection et de sauvegarde.

2.4.1. Interdictions

Sont interdits :

- tous les travaux de remblaiement, d'excavation et d'affouillement d'une hauteur supérieure à 3 mètres et/ou de pente de talus supérieure à 30° ;
- le dépôt et le stockage de matériaux entraînant une surcharge supérieure à 4 t/m², sans la réalisation d'une étude géotechnique validée par les services de l'Etat ;
- l'épandage d'eau à la surface du sol ou son infiltration et la réalisation de puits perdus ;
- Les coupes de bois à blanc.

2.4.2. Aménagements admis

Tous les travaux, constructions, installations de quelque nature que ce soit, à l'exception de ceux visés à l'article 2.4.1, et sous réserve :

- de ne pas aggraver les risques et de ne pas en provoquer de nouveaux ;
- que le maître d'ouvrage, individuel ou collectif, prenne des dispositions adaptées aux risques encourus ;
- d'appliquer les prescriptions définies à l'article suivant.

2.4.3. Prescriptions

- Une étude géotechnique permet d'adapter la construction ou l'aménagement à la nature du terrain (nature des sols, pente, existence de passages d'eau) et de définir les mesures constructives et architecturales à mettre en œuvre.
- Les eaux usées, pluviales ou de drainage sont rejetées dans les réseaux existants ou dans un exutoire superficiel capable de recevoir un débit supplémentaire sans aggraver les risques ou en provoquer de nouveaux.

2.4.4. Recommandations sur les biens et activités existants

- Afin d'améliorer la sécurité en retardant au maximum l'apparition des déformations sur le bâti et les infrastructures, une étude peut être réalisée permettant de connaître les phénomènes et définissant des mesures constructives et architecturales à mettre en œuvre.
- Il est souhaitable qu'une étude de mise en place et de gestion des réseaux d'eaux pluviales, usées, de drainage soit réalisée.
- Conserver les bois et les haies existants.
- Planter de nouvelles haies perpendiculairement à la pente.
- Reboiser certaines parcelles, notamment les plus pentues.
- Favoriser le maintien ou la création de couvertures de sols fermées comme les prairies ou la mise en jachère.

- Créer des bandes enherbées sur les pourtours des parcelles, notamment :
 - pour celles longeant des axes routiers de desserte importante (routes départementales) afin d'y limiter les possibles coulées de boues à la fois dangereuses pour le trafic et coûteuses à nettoyer ;
 - pour celles en pied de pente.
- Travailler le sol perpendiculairement ou obliquement à la pente.

2.5. Zones exposées aux mouvements de terrain et aux inondations par les crues torrentielles (Bt-g)

Les zonages BLEU **Bt-g** concernent quelques maisons à l'interface entre le pied de la cote et la plaine inondable par les crues de la Sereine. Ils sont soumis à la fois aux règles définies pour les zones Bg et Bi (respectivement sections 2.4 et 2.1 du présent chapitre).

3. Dispositions applicables en zone dite “de précaution”

En dehors des zones rouges et bleues précédemment définies, les risques glissements de terrains et inondations par les crues torrentielles ou par les crues de la Sereine et/ou du Rhône sont inexistants ou non répertoriés en l'état actuel de la connaissance du territoire communal de Montluel.

Le zonage vert **P** correspond aux zones non directement exposées aux risques mais dont l'exploitation agricole et forestière, l'aménagement et l'urbanisation irréflechis pourraient conduire à une aggravation des aléas sur des secteurs déjà soumis aux risques et peut-être même au déclenchement de nouveaux aléas sur des secteurs encore épargnés.

Il conviendrait d'y suivre certaines recommandations pour les raisons suivantes :

- ce sont des surfaces productrices de ruissellement (plateau agricole) à l'origine des crues torrentielles ou des crues de la Sereine, et favorisant le déclenchement de glissements de terrains sur les versants ;
- ce sont des surfaces permettant de réduire le temps de transfert du ruissellement du plateau vers les fonds de vallons urbanisés (espaces boisés sur le haut des coteaux).

Aucune des recommandations suivantes n'est obligatoire.

3.1. Recommandations pour le plateau agricole

3.1.1. Actions sur les pratiques agricoles

Le plateau agricole où la culture du maïs prédomine conduit à une mise à nu des sols de novembre à mai-juin, période durant laquelle le secteur est soumis aux fortes précipitations et orages d'automne et de printemps. Le plateau est de ce fait un gros producteur de ruissellement venant alimenter les torrents et la Sereine lors de leurs crues.

Il s'agit de ce fait d'y favoriser l'infiltration des eaux de pluie et d'y limiter le ruissellement superficiel en :

- conservant les bois et les haies existants, notamment à hauteur des ruptures de pente ;
- retravaillant le sol immédiatement après la récolte de maïs pour ne pas laisser un sol tassé ayant perdu toute capacité d'infiltration ;
- générant une couverture de sol entre la récolte et la culture suivante :
 - plantation d'une interculture,
 - plantation des inter-rangs de maïs (semis de maïs sous couvert de ray-grass),
 - etc.
- créant des bandes enherbées sur les pourtours des parcelles, notamment :
 - pour celles longeant des axes routiers de desserte importante (routes départementales) afin d'y limiter les possibles coulées de boues à la fois dangereuses pour le trafic et coûteuses à nettoyer,
 - pour celles en pente.
- travaillant le sol perpendiculairement ou obliquement à la pente.

3.1.2. Actions sur les pratiques urbaines

Le plateau est ponctuellement occupé par des hameaux et peut être ouvert à l'urbanisation à moyen ou à long terme lors d'une révision du PLU. Afin de ne pas aggraver le ruissellement, il est recommandé :

- de curer régulièrement (après chaque gros orage par exemple) les ouvrages de type ponts, dalots et buses pour permettre le transit des débits ;
- de maîtriser les rejets des eaux usées, pluviales, de drainage dans les réseaux existants ou dans un exutoire superficiel capable de recevoir un débit supplémentaire sans aggraver les risques ou en provoquer de nouveaux ;

- d'accompagner les constructions ou aménagements nouveaux de moyens suffisants d'infiltration ou de rétention des eaux de pluies afin de réduire au maximum l'impact de l'imperméabilisation (ruissellement).

3.2. Recommandations pour les versants de la Côtière

3.2.1. Actions sur les pratiques agricoles

La nature de l'occupation des sols des versants de la côtière conditionne les quantités et les temps d'écoulement du ruissellement produit par le plateau vers les cours d'eau et les espaces urbanisés. Des grandes quantités et/ou des temps d'écoulement rapides peuvent favoriser le déclenchement de glissements de terrain sur des secteurs déjà sensibles et répertoriés par la carte d'aléas, et peut créer une sensibilité nouvelle sur d'autres secteurs.

Il s'agit de ce fait d'y limiter le ruissellement superficiel et d'en réduire la vitesse d'écoulement en :

- conservant les bois et les haies existants ;
- implantant de nouvelles haies perpendiculairement à la pente ;
- reboisant certaines parcelles, notamment les plus pentues ;
- favorisant le maintien ou la création de couvertures de sols fermées comme les prairies ou la mise en jachère ;
- créant des bandes enherbées sur les pourtours des parcelles, notamment :
 - pour celles longeant des axes routiers de desserte importante (routes départementales) afin d'y limiter les possibles coulées de boues à la fois dangereuses pour le trafic et coûteuses à nettoyer ;
 - pour celles en pied de pente.
- Travaillant le sol perpendiculairement ou obliquement à la pente.

3.2.2. Actions sur les pratiques urbaines

Afin de ne pas augmenter les temps de concentration des eaux de pluie et de limiter le ruissellement, il est recommandé :

- de curer régulièrement (après chaque gros orage par exemple) les ouvrages de type ponts, dalots et buses pour permettre le transit des débits ;
- de maîtriser les rejets des eaux usées, pluviales, de drainage dans les réseaux existants ou dans un exutoire superficiel capable de recevoir un débit supplémentaire sans aggraver les risques ou en provoquer de nouveaux ;
- d'accompagner toutes nouvelles constructions ou aménagement de moyens suffisants d'infiltration ou de rétention des eaux de pluies afin réduire au maximum l'impact de l'imperméabilisation (ruissellement).

3.3. Recommandations pour les zones humides de plaine

Il s'agit de ne pas perturber un fonctionnement méconnu à la publication du présent plan, en :

- conservant les bois et les haies existants, et en reboisant certaines parcelles ;
- curant régulièrement (après chaque gros orage par exemple) les ouvrages de type ponts, dalots et buses pour permettre le transit des débits ;
- maîtrisant les rejets des eaux usées, pluviales, de drainage dans les réseaux existants ou dans un exutoire superficiel capable de recevoir un débit supplémentaire sans aggraver les risques ou en provoquer de nouveaux ;
- accompagnant toutes nouvelles constructions ou aménagement de moyens suffisants d'infiltration ou de rétention des eaux de pluies afin réduire au maximum l'impact de l'imperméabilisation (ruissellement).

4. Dispositions applicables sur l'ensemble du territoire communal

En dehors des zones rouges, bleues et vertes définies ci-dessus, les risques de mouvements de terrains, d'inondations par les crues de la Serein, d'inondations par les crues du Rhône et d'inondations par les crues torrentielles ou d'aggravation de ces risques sont inexistantes en l'état des connaissances actuelles sur le secteur.

4.1. Recommandation

Maîtriser les rejets des eaux usées, pluviales, de drainage dans les réseaux existants ou dans un exutoire superficiel capable de recevoir un débit supplémentaire sans provoquer un risque d'inondation.

4.2. Mesures de prévention, de protection et de sauvegarde

4.2.1. Information du citoyen et culture du risque

En application de l'article L.125-2 du code de l'environnement, le maire doit informer la population au moins une fois tous les deux ans, par des réunions publiques communales ou tout autre moyen approprié, sur les caractéristiques des risques naturels connus sur le territoire communal, les mesures de prévention et de sauvegarde possibles, les dispositions du PPR, les modalités d'alerte, l'organisation des secours, les mesures prises par la commune pour gérer les risques ainsi que sur les garanties prévues à l'article L.125-1 du code des assurances.

En application de l'article L.563-3 du code de l'environnement, le maire avec l'assistance des services de l'État compétents doit procéder à l'inventaire des repères de crues existant sur le territoire communal et établir les repères correspondant aux crues historiques et aux nouvelles crues exceptionnelles. La commune ou le groupement de collectivités territoriales compétent matérialisent, entretiennent et protègent ces repères.

4.2.2. Plan communal de sauvegarde (PCS)

En application de l'article L.2212-2 du code général des collectivités territoriales, la police municipale a pour objectif d'assurer le bon ordre, la sûreté, la sécurité et la salubrité publiques.

Le maire établit un **plan communal de sauvegarde** visant la mise en sécurité des personnes, en liaison avec le service départemental d'incendie et de secours, les services compétents de l'État et les collectivités concernées dans un délai de deux ans à compter de la date d'approbation du plan de prévention du risque inondation (article L.731.3 du code de la sécurité intérieure).